

Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN : Samedi 11 octobre 2025

À l'heure où le multilatéralisme mondial peine à mener à bien les changements transformateurs nécessaires à la conservation de la nature, le besoin d'orientations juridiques rigoureuses n'a jamais été aussi grand. Le récent avis consultatif sur le changement climatique rendu par la Cour internationale de justice (CIJ) a confirmé les obligations légales des États en matière de protection du système climatique et leur responsabilité pour les dommages causés par leurs actions et omissions. L'avis consultatif a également affirmé que la science constituait la base la plus fiable pour la prise de décision, ce qui valorise le travail des experts réunis lors du Congrès mondial de la nature 2025 de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Dialogues de haut niveau

Des engagements au changement : mener une action transformatrice pour l'océan : Ce dialogue de haut niveau a abordé des thèmes liés à l'innovation disruptive et au leadership en matière de conservation et à l'intensification des mesures de conservation résilientes.

Minna Epps, Directrice du Programme mondial pour les mers et les pôles du Secrétariat de l'UICN, a présenté la session, et Robert Ian Bonnicks, Fondateur de SpeakuP Monday, l'a modérée.

Solomon Pili Kaho'ohalahala (Oncle Sol), Président du Conseil consultatif du sanctuaire marin national des baleines à bosse des îles hawaïennes, a ouvert la session par un chant pour « pourvoir le canoë océanique de bonnes intentions ».

Sylvia Earle, Fondatrice et Présidente de Mission Blue, et Razan Al Mubarak, Présidente de l'UICN, ont participé à une discussion informelle. Mme Earle a attiré l'attention sur le fait que les zones marines protégées dans 115 pays sont défendues par les communautés locales. Reconnaisant que l'UICN doit « être plus agile », Mme Al Mubarak a souligné la nécessité de renforcer la science océanographique, d'élargir la communauté océanographique et d'impliquer les communautés locales et les dirigeants infranationaux.

Dans son discours liminaire, El Hadji Abdourrahmane Diouf, ministre de l'Environnement et de la Transition écologique du Sénégal, a déclaré que les économies bleue et verte sont inextricablement liées et a souligné que la transition écologique dans les pays en développement nécessite des financements, des partenariats stratégiques, une sensibilisation et une éducation. Par vidéo, Olivier Poivre d'Arvor, Envoyé spécial du Président français pour la Conférence des Nations unies sur les océans (UNOC3), a évoqué la mission Neptune, lancée lors de l'UNOC3, comme une coalition de surveillance des océans regroupant les parties au Traité sur la haute mer qui soutiennent également une pause préventive ou un moratoire sur l'exploitation minière en eaux profondes.

Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les océans, s'est félicité de l'adoption par l'UICN d'une motion sur les coraux océaniques et a appelé les jeunes à se mobiliser pour lutter contre l'acidification des océans et le blanchiment des coraux.

Lors d'une table ronde modérée par Loreley Picourt, Directrice générale de la plateforme Océan et climat, Cynthia Barzuna, Directrice adjointe du World Resources Institute, a présenté le [Manuel sur les plans océaniques durables](#). Gloria



Sylvia Earle, Fondatrice et Présidente de Mission Blue, et Razan Al Mubarak, Présidente de l'UICN



Peter Thomson, Envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour les océans

Fluxà Thienemann, du Grupo Iberostar, a souligné la nécessité de partenariats axés sur les avantages mutuels pour l'océan, les communautés côtières et le tourisme. Chris Gorell Barnes, Associé Fondateur d'Ocean 14 Capital, a déploré le sous-financement chronique de l'océan, alors qu'il représente une économie de 3 000 milliards de dollars. Il a appelé à un financement patient (à long terme) pour soutenir les entreprises vertes et à un financement mixte pour les petites et moyennes entreprises afin de générer des résultats significatifs.

Alexis Grosskopf, Directeur et Fondateur de l'African Hub for Ocean Impact, a souligné le rôle de l'entrepreneuriat bleu dans le changement disruptif dont l'océan a besoin. Betsy Muthoni Njagi, du ministère des Mines, de l'Économie bleue et des Affaires maritimes du Kenya, a annoncé que le Kenya accueillera la [11e conférence Our Ocean](#), qui sera axée sur les zones marines protégées, l'économie bleue durable, les communautés locales et les jeunes.

Kristina Gjerde, conseillère principale pour la haute mer à la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE) de l'UICN, a présenté le [prix Ocean Stewardship Award](#) destiné aux professionnels de l'océan et aux défenseurs de la conservation marine en début de carrière.

Par vidéo, Nainoa Thompson, Président de la Polynesian Voyaging Society, a clôturé la session en réaffirmant que l'action communautaire et l'engagement des jeunes sont essentiels pour faire face aux menaces qui pèsent sur l'océan.

One Health : le seul avenir sain pour les personnes, les animaux et les écosystèmes : Ce dialogue de haut niveau a abordé les thèmes du congrès, à savoir la réduction des risques de dépassement climatique et le renforcement des mesures de conservation résilientes. Ashley Lashley, conseillère jeunesse



Paula Harrison, Centre britannique pour l'écologie et l'hydrologie

du secrétaire général des Nations unies sur le changement climatique, a animé le débat.

La Directrice générale de l'UICN, Grethel Aguilar, a réitéré le soutien de l'UICN à l'approche One Health par le biais de l'engagement, de la collaboration et du plaidoyer. Elle a souligné les efforts déployés pour réunir les parties prenantes et mobiliser les partenariats afin de renforcer le dialogue et le partage des connaissances, et a averti que « si nous détruisons la nature, nous détruisons notre propre survie ». Tedros Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), s'est joint à la discussion par vidéo pour expliquer comment les solutions fondées sur la nature (NbS) soutiennent l'approche « One Health », en se référant au rapport conjoint 2024 de l'UICN et de l'OMS.

Dans son discours liminaire, Paula Harrison, du Centre britannique pour l'écologie et l'hydrologie, a mis en avant les messages clés qui ressortent du rapport [d'évaluation Nexus](#) de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

Un panel d'experts a ensuite discuté des moyens de soutenir l'approche « One Health ». Hambardzum Matevosyan, ministre de l'Environnement de l'Arménie, a mis en avant la mise en œuvre de l'approche « One Health » dans son pays grâce à l'élaboration de stratégies nationales de sécurité sanitaire et de lutte contre les maladies en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UE.

Astrid Schomaker, secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique (CDB), a réfléchi aux outils que le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF) peut fournir pour soutenir l'approche « One Health ». Elle a discuté de l'importance de la collaboration intersectorielle, des défis liés au financement et de la nécessité d'un plaidoyer accru.

Pam McElwee, de l'université Rutgers, a fait remarquer qu'il est encore « assez rare » de voir les acteurs du secteur de la santé adopter une approche intégrée pour traiter les questions de santé humaine, animale et environnementale. Elle a salué les solutions proposées par l'évaluation Nexus de l'IPBES, affirmant qu'une approche intégrée et coordonnée peut entraîner des avantages intersectoriels. Joënia Wapichana, Présidente de la Fondation nationale des peuples autochtones, a souligné que les peuples autochtones pratiquent depuis longtemps l'approche « One Health », insistant sur la nécessité de leur permettre d'être des décideurs et des leaders mondiaux.

Événements de haut niveau

Mécanismes de financement innovants pour développer les solutions fondées sur la nature : Cette session thématique a abordé les thèmes du renforcement des mesures de conservation résilientes et de la transition vers des économies et des sociétés respectueuses de la nature. Elle a réuni des dirigeants des secteurs



Dong Wang, Directeur adjoint du Centre d'innovation NbS de l'université de Pékin

public et privé afin d'explorer des modèles de financement innovants pour les solutions fondées sur la nature. La session était modérée par Melissa de Kock, Directrice adjointe du Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement.

Susanne Pedersen, Directrice du Centre pour la science et la connaissance de l'UICN, a déploré le fossé entre les ambitions collectives et les actions fragmentées et insuffisantes.

Marie Bjornson-Langen, Agence française de développement (AFD), a discuté du rôle que les banques de développement peuvent jouer dans l'intégration des solutions fondées sur la nature dans les cadres d'investissement public et les politiques publiques.

Oliver Konz, du ministère allemand de l'Environnement, de l'Action climatique, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, a mis en avant les efforts nationaux déployés en Allemagne pour créer des conditions propices à des investissements à grande échelle dans la nature. Yoko Watanabe, de la Banque asiatique de développement (BAD), s'est montrée optimiste quant à l'avenir des investissements dans les NbS, soulignant les progrès réalisés.

Après une présentation vidéo rendant hommage à feu Yu, pionnier du concept de ville éponge qui a été intégré dans la politique nationale chinoise, Dong Wang, du Centre d'innovation NbS de l'université de Pékin, a présenté des exemples de projets NbS innovants qui utilisent la nature pour aider les populations et la planète.

La session s'est poursuivie par une table ronde axée, entre autres, sur la mise à l'échelle des projets NbS. Alvin Lopez, de la BAD, a évoqué la nécessité de s'engager dans des programmes en amont et dans le développement de projets afin de garantir des investissements solides. Claudine Blamey, d'Aviva, a souligné la nécessité d'une diligence raisonnable afin de garantir que les projets minimisent les risques juridiques, s'alignent sur les politiques de réglementation foncière et soutiennent la consultation des communautés. Bjornson-Langen, AFD, a discuté de l'importance de la validation des concepts dans les projets et de la réduction des risques liés aux investissements. Eric Schoumsky, Société Générale, a salué la valeur de la [norme mondiale de l'UICN pour les NbS](#) en tant qu'outil permettant de gérer les risques, d'impliquer les parties prenantes et de développer des projets économiquement intéressants.

Sessions thématiques sélectionnées

L'UICN et les tribunaux internationaux : avis consultatifs sur le changement climatique : Cette session thématique, modérée par Ayman Cherkaoui, Vice-président de la CMCE de l'UICN, a abordé la question de la réduction des risques de dépassement climatique et a examiné les trois avis consultatifs (AC) récents sur le changement climatique émis par des tribunaux internationaux.

Le Directeur général de l'UICN, M. Aguilar, a salué la participation active de l'Union à l'élaboration des trois AO et a souligné qu'elles « changent la donne » en nous indiquant que « l'action climatique n'est pas seulement une question de politique, mais aussi de droit et de justice ».

Christina Voigt, Présidente de la WCEL, a mis en avant certaines des principales conclusions, notamment : l'affirmation que les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) constituent les meilleures données scientifiques disponibles ; l'affirmation que les obligations climatiques découlent de différentes sources du droit international au-delà des traités sur le climat ; et la nécessité d'agir avec une « diligence raisonnable rigoureuse » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Cymie Paine, Présidente du Groupe de spécialistes du droit de la mer du WCEL, a présenté l'avis consultatif du Tribunal international du droit de la mer (TIDM) sur les obligations des États en matière de protection et de préservation du milieu marin. Elle a expliqué en quoi cette obligation recoupe les travaux de l'UICN, en citant l'exemple de l'initiative Great Blue Wall.

Claudia de Windt, PDG de l'Institut interaméricain pour la justice et la durabilité, s'est adressée à l'AO de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, soulignant, entre autres, le soutien de la Cour à une approche de l'atténuation du changement climatique centrée sur les droits humains, qui comprend le suivi et la supervision du comportement des acteurs non étatiques, tels que les entreprises.

Sandeep Sangupta, responsable des politiques mondiales, UICN Changement climatique, a fait part de son espoir que les trois AO influencent les négociations intergouvernementales, notamment la prochaine conférence sur le climat à Belém, au Brésil. Il a en outre appelé à « socialiser » les AO parmi les différentes parties prenantes.

Francesco Sindico, Coprésident du Groupe de spécialistes du changement climatique du WCEL, a présenté diverses poursuites judiciaires et jugements au niveau national qui faisaient référence à l'AO de la CIJ. Il a souligné que « dans un monde où le multilatéralisme est quelque peu fragile, il est plus que jamais nécessaire de faire preuve d'une grande rigueur juridique ».

Marina Venâncio, Présidente du Groupe de spécialistes en début de carrière du WCEL, a souligné le rôle des jeunes dans le lancement des procédures consultatives et a mis en avant la contribution des AO à l'équité intergénérationnelle dans la lutte contre les effets à long terme du changement climatique.

Les jeunes brisent les barrières : faire progresser la conservation transfrontalière dans les régions touchées par des conflits : Cette session thématique transversale s'inscrivait dans le cadre de l'innovation disruptive et du leadership en matière de conservation et de transition vers des économies et des sociétés respectueuses de la nature. Alen Amirkhanyan, Directeur du Centre Acopian pour l'environnement de l'Université américaine d'Arménie, a animé la discussion.

Dans son discours d'ouverture, Hambardzum Matevosyan, ministre de l'Environnement de l'Arménie, a souligné que la nature était un « langage commun » pour les jeunes des zones touchées par des conflits.

Stefania Petrosillo, Présidente du Groupe de spécialistes de la conservation transfrontalière de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, a souligné les avantages concrets découlant de l'implication des jeunes dans la nature et la paix. Elaine Hsiao, de la Kent State University School of Peace and Conflict Studies, a salué la voix des jeunes, qu'elle a qualifiée de puissante mais « réduite au silence par les conditions de peur qui les entourent ». Sona Kalantaryan, de la Fondation pour la préservation de la faune sauvage et des biens culturels, a déclaré que la conservation peut être une plateforme « apolitique » pour la consolidation de la paix, en tant qu'objectif commun reliant les jeunes au-delà des frontières.

Doug Weir, Directeur de l'Observatoire des conflits et de l'environnement, a présenté des exemples d'outils gratuits d'observation de la Terre mis à la disposition des jeunes pour étudier les changements d'habitat liés aux conflits. Dalal Alhindi,



Christina Voigt, Présidente du WCEL

du ministère de l'Environnement de l'Arabie saoudite, a fait remarquer que si les écosystèmes sont confrontés à des conflits, des pressions et des changements, ils offrent également des possibilités de consolidation de la paix grâce à la coopération.

Exposés des intervenants

L'adaptation au changement climatique dans la pratique : Enseignements tirés des écosystèmes montagneux tropicaux : cette présentation a mis en avant le projet Resilient Highland au Guatemala, qui encourage l'adoption d'une adaptation fondée sur les écosystèmes. Cette session s'inscrivait dans le cadre de deux thèmes du congrès : la réduction des risques de dépassement climatique et la transition vers des économies et des sociétés respectueuses de la nature.

Otoniel Monterroso, de l'UICN, a rendu compte des impacts du changement climatique au Guatemala, notamment les sécheresses pendant la saison sèche et l'augmentation des taux d'érosion pendant la saison des pluies. Il a souligné que le projet intègre une approche interventionniste, visant à restaurer les services écosystémiques, à identifier les possibilités de restauration et à promouvoir la gestion des bassins versants.

Orsibal Ramírez Cardona, de l'UICN, a présenté les initiatives de restauration des terres forestières du projet, qui impliquent les communautés dans les processus de planification de la gestion des bassins versants. Il a souligné que la gestion réussie des bassins versants et la restauration des écosystèmes ont contribué à améliorer la qualité de l'eau, à augmenter la recharge des nappes phréatiques et à réduire le ruissellement de surface lors d'événements météorologiques extrêmes.

La discussion qui a suivi a porté, entre autres, sur le choix approprié des essences d'arbres à des fins de restauration, la vulnérabilité des cultures à l'érosion, ainsi que les coûts sociaux et les incitations à la gestion des bassins versants.

Changemakers Pitch Event : De jeunes innovateurs sociaux ont présenté des idées et des solutions durables pour relever les défis socio-environnementaux tout en répondant aux questions du jury et du public. Erika Harms, Directrice mondiale du développement durable chez Grupo Iberostar, et Olivier Staehli, PDG et Cofondateur de Synature, ont fait partie du jury. La modératrice Maria Fedorova, de l'INSEAD Business School, a souligné les défis auxquels sont confrontés les entrepreneurs sociaux pour développer leurs innovations et accéder au financement.

Becca Liu, Fondatrice de HappyPower, a présenté un concept permettant aux communautés de produire et de stocker leur propre électricité grâce au mouvement humain dans des aires de jeux modulaires pour enfants, actuellement capables d'alimenter 500 foyers.



Photo de groupe à la fin de l'événement Changemakers Pitch

Youness Ouazri, Fondateur d'Ecodome Maroc, a partagé son idée de maisons en terre dans les zones rurales du Maroc, soulignant que ces bâtiments d'un ou deux étages sont rapides et économiques à construire et permettent de réaliser d'importantes économies d'énergie. Il a déclaré que son entreprise s'efforce de franchiser ce modèle de construction, en mentionnant des sites d'essai en Tunisie et en Côte d'Ivoire.

Dénonçant l'utilisation annuelle de 200 milliards de pots de fleurs en plastique, Elisa Harley, PDG et Fondatrice d'Enivo Pots, a présenté des pots de fleurs biodégradables fabriqués à partir de pulpe végétale locale provenant de Nouvelle-Zélande. Elle a indiqué que son entreprise cherchait à lever 10 millions de dollars pour construire une usine de traitement de la pulpe durable.

Oliver Dauert, Fondateur de Wildya, a partagé sa vision d'un « Y-Combinator pour la nature », qui vise à donner aux écopreneurs les moyens d'agir en leur offrant une visibilité, une attention et un financement accrus afin d'amplifier leur impact positif sur la nature. Wildya propose des bootcamps communautaires et un soutien individuel, grâce auxquels elle cherche à insuffler à la « bulle nature » certains principes capitalistes.

Shibani Padhy, Fondatrice de Project Dolphin, a présenté son prototype de mini-sous-marin équipé d'une caméra étanche et de capteurs permettant de détecter, cartographier et surveiller les déchets plastiques dans les eaux intérieures, précisant qu'il fonctionne grâce à l'intelligence artificielle et aux technologies d'apprentissage automatique.

Tout juste sorti des presses

Soutien à l'agriculture, biodiversité et commerce : examiner les liens pour réorienter les incitations néfastes :

En accord avec le thème du congrès sur la transition vers des économies et des sociétés positives pour la nature, cet événement de la zone d'apprentissage a lancé le nouveau [rapport de l'UICN](#) qui révèle les liens entre le soutien à l'agriculture, la biodiversité et le commerce. Antonin Vergez, de l'UICN, a résumé les principales conclusions de l'étude, notamment le fait que l'agriculture occupe 37 % des terres et menace 34 % des espèces évaluées par la Liste rouge de l'UICN. L'étude formule des recommandations sur la manière de réformer et de mieux aligner les politiques agricoles sur les objectifs respectifs du GBF.

Matthieu Le Grix, AFD, a salué ce rapport, qu'il juge essentiel pour encourager les réformes des politiques agricoles et commerciales. Il a souligné la nécessité de relier ses recommandations à l'agenda mondial de la sécurité alimentaire, en plus des objectifs en matière de biodiversité.



Photo prise dans les environs du lieu de l'événement